

Covid contre révolution en France : deux mythes s'affrontent aujourd'hui



[Source : russiepolitics.blogspot.com]

Par Karine Bechet-Golovko

modern diplomacy
ALL VIEWS | ALL VOICES

REGIONS ▾ TOPICS ▾ BUSINESS ▾ SECURITY ▾ NEWS ▾ FINE LIVING ▾

WORLD NEWS

FT: Is France on the road to a Sixth Republic?

Published 18 hours ago on March 27, 2023
By Newsroom

Face à la montée de l'impopularité de Macron, l'on nous ressort le Covid, dont les épidémies sont décidément toujours à propos. Opposer un virus politique à un soulèvement, qui n'est pas encore politique, est parfaitement dans l'air du temps. Pour autant, peut-on réellement parler d'une révolution en France, j'entends une révolution qui serve les intérêts nationaux, qui ne débouche pas sur un scénario géorgien, voire ukrainien ? C'est une question à sérieusement et froidement analyser avant de s'emballer pour une VIe République parlementaire, quand l'on voit le travail de destruction

réalisé par nos parlementaires ces dernières années.

La réforme globaliste des retraites a été la goutte d'eau, qui fait déborder le vase de la patience populaire. Les manifestations s'enchaînent et la violence policière se déchaîne. Des groupuscules dits policiers, les Brav-M, détiennent tous les records en la matière et semblent agir sur ordre de justement faire monter le mécontentement populaire, plus que de restaurer l'ordre social.

Sans surprise face à un tel comportement, ils concentrent le rejet populaire et une pétition réunissant déjà plus de 100 000 signatures, exige la dissolution de ce groupuscule aux méthodes d'un autre temps...

« L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a été saisie de 17 enquêtes judiciaires depuis la première journée de mobilisation. La pétition demandant la dissolution de la très controversée Brav-M, mise en ligne sur le site de l'Assemblée nationale, approchait lundi soir le seuil des 100 000 signatures. »

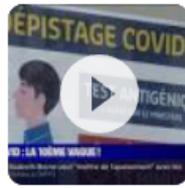
[Voir aussi :
Assemblée nationale : la pétition réclamant la dissolution des BRAV-M dépasse les 100 000 signatures]

Le dispositif policier rappelle celui des Gilets Jaunes et le traitement de la question aussi. Pour éteindre le feu médiatique, puisqu'il n'est pas question pour Macron de céder sur le fond de sa politique globaliste, nous avons droit au retour de la baguette magique covidienne. La peur irrationnelle de la santé inculquée depuis trois ans doit dépasser le ras-le-bol de la dissolution de la France.

À la une

BFMTV.

Covid-19: la France connaît une reprise épidémique avec un nombre de cas e...



Il y a 1 jour



Covid-19 : la France en pleine reprise épidémique



Il y a 13 heures

Le mot de « révolution » est sur toutes les bouches :



Florian Philippot ✓

@f_philippot

Une **#Révolution** semble débuter

10:40 PM · 23 mars 2023 · **82,3 k** vues

Les symboles sont repris :



Black Russian @BlackRussian84 · 8h



🇫🇷 Une foule monstre Place de la République à Paris scande :

« louis XVI louis XVI on l'a décapité [#Macron](#) Macron on peut recommencer »





Macron n'est pas, cette fois, particulièrement soutenu par les médias, ni à l'intérieur du pays, ni à l'extérieur. Or, croire, tout à coup, en l'indépendance des médias en France, de ceux-là mêmes qui diffusent toujours la « bonne » information, c'est-à-dire celle qui est attendue d'eux, serait un peu naïf.

Pourtant, l'on sent que tout est fait pour pousser les gens à aller « jusqu'au bout », réveillant le malaise social des Gilets Jaunes. Or, que signifie ce « jusqu'au bout » ?

Le retrait de la réforme ? Le départ de Macron ? C'est possible. Mais pour qu'une nouvelle figure ne remplace pas celle-ci, tout en continuant la même politique globaliste, il faut être prudent. Soyons réalistes, la France ne dispose aujourd'hui d'aucune force politique systémique, qui ne soit apte à mener autre chose qu'au mieux une politique de compromis avec la globalisation. Aucune force politique, qui puisse remettre en cause cette ligne politique de dissolution de la France.

Donc, je reprends ma question : jusqu'à quel « bout » ?

Car sans véritable force politique nationale, il s'agit plutôt d'un scénario à la géorgienne (nullification institutionnelle sans implosion violente de la société) ou à l'ukrainienne (avec implosion violente de la société). L'ingénierie politique nous a déjà montré ces schémas, selon lesquels des dirigeants conduits à commettre une politique, puis lâchés et conduits, comme attendu, au départ. N'est-ce pas le cas ici ?

Le Financial Times s'interroge d'ailleurs ouvertement sur la question de savoir, si le moment n'est pas venu pour la VI^e République en France. La

raison est simple : la politique globaliste obligatoirement menée par les dirigeants nationaux des pays alignés conduit à la montée d'un mécontentement populaire, qui risque de déboucher sur l'arrivée au pouvoir d'une personnalité remettant en cause cette politique. Or, la constitution de la Ve République lui donnerait les moyens de gouverner, s'il en avait la volonté politique. Ceci est un véritable danger pour l'ordre global, d'autant plus qu'il devient difficile de trouver des figurants pour le poste, qui soient acceptables par la population – au moins lors de la campagne électorale. Il est donc urgent de mettre en place une VIe République, parlementaire, donc totalement contrôlable par les lobbies et les bureaux de *consulting* atlantistes, comme l'expérience le montre ces dernières années.

Les gens ne comprenant pas forcément les implications des mécanismes constitutionnels d'un parlementarisme en l'absence de véritables partis politiques nationaux, ils seraient même heureux, dans un premier temps, d'avoir obtenu une illusion de victoire et de pouvoir remettre en cause un système, qui ne leur convient plus. Il est fort possible, à en croire le Financial Times, que ce soit le pari fait par les globalistes, pour mettre ce qu'il reste de la France au pas et ne plus avoir à s'inquiéter de la farce des élections présidentielles, écrasant l'ombre de De Gaulle.

Sauf que le problème de la Ve République n'est pas institutionnel, il est politique. Ce n'est pas le problème de l'existence d'une fonction présidentielle forte le problème, mais de la personnalité qui occupe cette fonction et de la politique qu'elle mène. Une République parlementaire demande une forte culture politique chez les parlementaires pour fonctionner, sinon elle est prise en main de l'extérieur, car elle affaiblit totalement l'État de l'intérieur. Et en voyant le niveau de culture politique de nos parlementaires, leur docilité et leur corruption, l'on peut s'attendre à l'achèvement de la France dans une VIe République de ce type.

Il ne suffit pas de remettre en cause le système politique existant, encore va-t-il falloir défendre une vision de la France. Ce qui sera ô combien plus difficile dans le contexte actuel. Mais ce combat est vital, si nous voulons éviter de tomber dans le piège d'une fausse facilité et survivre à la fois comme pays et comme civilisation.